



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU MARDI 9 AVRIL 2024**

**CM2024/04/09/31-2 : CONTRATS DE MIXITÉ SOCIALE ENTRE L'ÉTAT, LA COMMUNE DE
VINCENNES, LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS ET LE TERRITOIRE PARIS EST MARNE ET BOIS**

DATE DE LA CONVOCATION : 3 avril 2024

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Geoffroy BOULARD

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5219-1 et L.5219-5,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses article L302-8 et L302-8-1,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social,

Vu loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu la délibération 23 – 12- - 1 - 53 du Conseil municipal de la commune de Vincennes, en date du 19 décembre 2023, approuvant le Contrat de Mixité Sociale pour la période 2023-2025 et autorisant sa signature,

Vu le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la commune de Vincennes, la Métropole du Grand Paris, la Métropole et Paris Est Marne et Bois, annexé à la présente délibération,

Considérant que, au 1^{er} janvier 2022, le taux SRU de la commune de Vincennes est de 12,3%. Conformément à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, le taux de rattrapage légal de la commune de Vincennes correspond à 33 % du nombre de logements sociaux manquants, soit 3 223 logements sociaux, dont 1 063 à réaliser sur la période triennale 2023-2025,

Considérant que, compte tenu des difficultés qu'elle rencontre pour réaliser du logement social, la commune de Vincennes a souhaité conclure un Contrat de Mixité Sociale pour la période 2023-2025,

Considérant que le Contrat de Mixité Sociale conclu par la commune de Vincennes s'organise autour de 3 volets :

- 1er volet : Points de repères sur le logement social de la commune,
- 2ème volet : Outils et leviers d'action pour le développement du logement social,
- 3ème volet : Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour la période 2023-2025.

Considérant que, dans le cadre des négociations menées avec la préfète du Val-de-Marne, il a été décidé de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à 25% du nombre de logements sociaux manquants, soit 805 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025,

Considérant que, conformément à l'article L302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, la Métropole est signataire des Contrats de Mixité Sociale souhaités par les maires des communes concernées par ce dispositif,

La commission « Habitat et Logement » consultée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la commune de Vincennes, la préfète du Val-de-Marne, la Métropole du Grand Paris et Paris Est Marne et Bois annexé à la présente délibération.

AUTORISE le président de la Métropole ou son représentant à signer le projet de Contrat de Mixité Sociale et les actes y afférents.

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
075-200054781-20240409-CM20240409-31-2-DE
Date de télétransmission : 24/04/2024
Date de réception préfecture : 24/04/2024